

Aux manettes d'un CE exemplaire



Christian Lamotte vous reçoit au quatrième étage d'un immeuble moderne, près de la Gare de Bercy, dans le 13^e arrondissement de Paris.

C'est là que se trouve l'un des principaux sites d'Orange Business Services, le pôle services aux entreprises de France Télécom-Orange, qui emploie 6 500 personnes sur 102 000 pour l'ensemble du Groupe. Christian Lamotte, 49 ans, ingénieur commercial, élu du personnel CFE-CGC, 1^{re} OS avec près de 44 % des voix chez les cadres et aussi chez les non cadres, est également le secrétaire du comité d'établissement, appelé ici SCE (Service de communication entreprise). C'est lui qui gère avec succès l'ensemble des activités sociales et culturelles, faisant de SCE un modèle d'efficacité et de gestion dans le groupe. « Nous avons quatre ou cinq ans d'avance », revendique-t-il.

La crédibilité du syndicat en jeu

Certes, souligner le bon déroulement des ASC peut paraître un peu accessoire s'agissant d'une entreprise qui se singularise par la dureté de son management et les drames humains qui en découlent. La CFE-CGC, en pointe depuis toujours sur les questions de stress, n'ignore pas qu'il y a d'autres combats à France Télécom-

Orange. L'Observatoire du stress et des mobilités forcées, initié en juin 2007 par la CFE-CGC de France Telecom-Orange, a été présenté dans Encadrement Magazine n° 166. Le syndicat a listé dix combats prioritaires dans l'entreprise : négociations congés fin de carrière et seniors, fermetures des sites et réorganisations, égalité professionnelle, etc. Pourtant, la gestion du CE de SCE et la qualité des ASC qui en découlent sont loin d'être un détail. Mal gérés, les CE décrédibilisent les syndicats.

« La démagogie électorale de certains élus a conduit certains CE à un déficit important sur 2008 », explique Christian Lamotte. Et de citer en contre-exemple la pratique d'une organisation syndicale, « principal artisan du système des vacances adultes mis en place par le Comité central de l'unité économique et sociale (CCUES) de France Télécom. Ce système a permis à moins de 1 % du personnel de bénéficier de 16 % des subventions (soit en moyenne 8 000 euros par personne) alors que le budget global des ASC par salarié est de 900 euros ». Résultat de cette gabegie : entre 11 et 17 millions d'euros de déficit annoncé pour l'exercice 2009 du CCUES. Excusez du peu.

quoi nous passons par des prestataires nationaux comme Tir Groupé ou Chèques Vacances-ANCV, qui représente 40 % de la consommation annuelle de nos ASC. »

Une gestion anti-magouille

Mais la vraie révolution du CE de SCE réside dans son mode de gestion. Il se caractérise par deux points : la non-utilisation du quotient familial au profit d'un système plus simple ; et la mise en place d'une informatique centralisée. Pour déterminer les revenus de chacun, Christian Lamotte utilise un système de « bandes » (ou classifications salariales) pondérées par le nombre d'enfants. Le montant auquel chacun a droit est connu d'avance : de 1 420 euros, avec trois enfants, pour la « bande » de salaire la plus basse (et 160 euros par enfant supplémentaire), jusqu'à 90 euros pour un salarié sans enfant dans la « bande » la plus haute. « Dans beaucoup d'autres CE, les règles sont faites pour que les plus malins en profitent. Il faut avoir le nez rivé dessus pour optimiser ses droits. Chez nous, pas de magouille, on sait tout de suite à quoi on a droit ». Le CE peut budgéter précisément son enveloppe

La notion de service doit concerner tout le monde

« Ce que nous avons mis en place concerne les 50 sites d'Orange Business Services, explique Christian Lamotte. Avec un tel nombre d'implantations, il faut trouver des solutions pour les ASC qui concernent tout le monde. Des chèques FNAC dans une ville où il n'y a pas de FNAC ne sont pas très utiles. C'est pour-

annuelle. Sans risque de déficit. D'autant que le modèle passe par un logiciel dédié, Amarys Gestion, de la société ProwebCE, qui professionnalise la gestion. Satisfaction du personnel à la clé : chaque année, 97 % des salariés d'Orange Business Services utilisent les prestations de SCE. Un record.